

L'électricité française est l'une des moins chères d'Europe

Après un report de plusieurs mois, le gouvernement a fini par confirmer l'augmentation du prix de l'électricité de 6%, qui devrait être appliquée cet été. En pleine crise des Gilets Jaunes, cette hausse n'est évidemment pas vue d'un très bon oeil. Même si, contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'électricité française reste l'une des moins chères d'Europe.

Fin mars, François de Rugy confirmait la nouvelle aux Français : oui, les tarifs réglementés de l'électricité augmenteront bien de 5 à 6 % cet été. Deux mois après les recommandations de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en faveur d'une hausse de 5,9 %, le ministre de la Transition écologique et solidaire a indiqué qu'il ne s'opposerait pas au gendarme de l'énergie.

En plein mouvement des Gilets Jaunes, le gouvernement a toutefois utilisé le délai légal maximal pour que l'augmentation n'intervienne pas pendant les mois d'hiver. Ni pendant la campagne des élections européennes, d'ailleurs. Mais pour les quelque 25,6 millions d'abonnés au Tarif bleu d'EDF, la facture d'électricité s'alourdira dans les prochains mois. Pour les foyers chauffés à l'électricité, cela représentera en moyenne 85 euros supplémentaires par an.

Cette hausse est la plus importante enregistrée depuis plus de 10 ans en France. Les trois dernières majorations intervenues en août 2017, février et août 2018 s'étaient en effet limitées à 1,7 %, 0,7 % et 0,5 %, tandis que les prix avaient même baissé en août 2016. La flambée régulière des tarifs réglementés de l'électricité ne constitue pas une surprise pour autant.

Entre septembre 2017 et septembre 2018, le cours mondial du MWh a bondi de plus de 50 % (61,6 contre 39,9 euros) et le prix de la tonne de CO₂ a été multiplié par plus de trois (23,7 contre 6,87 euros) en seulement un an. Pour l'association nationale de défense des consommateurs et usagers, CLCV, la principale explication se trouve du côté des nouveaux fournisseurs d'électricité. Ayant dépassé le plafond d'achat d'électricité au tarif régulé autorisé par EDF, ces derniers doivent s'approvisionner sur un marché de gros aux prix beaucoup plus élevés. C'est donc pour anticiper l'augmentation prochaine de leurs tarifs que la CRE aurait recommandé celle des tarifs réglementés d'EDF en vertu du principe de libre concurrence, affirme la CLCV.

France : le prix du kWh inférieur à la moyenne européenne

Pour mettre fin à cette hausse continue, plusieurs solutions sont avancées par les parties prenantes, telles que le relèvement du volume maximal d'électricité disponible au tarif régulé pour les fournisseurs, l'aménagement de la loi sur la concurrence dans le secteur ou encore la diminution des taxes sur l'énergie (37 % de la facture d'électricité). Mais une question demeure : l'électricité française est-elle plus chère qu'ailleurs ?

Selon les données d'Eurostats, au premier semestre 2018, la France se situait en 13^e position des 28 États-membres de l'Union européenne avec un tarif moyen de 0,175 €/kWh. Les prix français sont inférieurs de près de 3 centimes à la moyenne des 28 (0,204 €/kWh) et de plus de 4 centimes à celle de la zone Euro. Entre la Bulgarie (0,097 €/kWh) et le Danemark (0,312 €/kWh), le montant du kWh varie du simple au triple aux extrêmes de l'UE, et même beaucoup plus si l'on élargit à l'Ukraine (0,041 €/kWh). L'an dernier, l'électricité était donc en

moyenne sept à huit fois moins chère pour les Ukrainiens que pour les Danois.

Parmi les autres nations aux tarifs élevés, l'Allemagne (0,295thinsp;0 â,-) et la Belgique (0,273thinsp;3 â,-) complètent le podium, tandis que la Lituanie (0,109thinsp;7 â,-) et la Hongrie (0,112thinsp;3 â,-) font partie de celles où le courant est le moins cher dans l'UE. Par rapport à ses voisins européens, le coût de l'électricité est donc plutôt abordable en France. Et comparée aux pays de taille ou de puissance similaire comme l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ou encore le Royaume-Uni, la situation française est même l'une des mdash; voire la mdash; plus favorables. Les fournisseurs tricolores font d'ailleurs quasiment jeu égal avec leurs poursuivants en Norvège, aux Pays-Bas, au Luxembourg ou encore en Finlande. Et il n'y a pas que dans l'Hexagone que le prix de l'électricité augmente régulièrement. Dans l'UE comme dans la zone Euro, le prix moyen du kWh a augmenté de près de cinq centimes d'euros entre 2008 et 2018, soit une hausse similaire à celle que nous avons connue en France (0,175thinsp;4 â,- contre 0,121thinsp;0 â,-). Mais en France comme dans le reste du monde, l'herbe est toujours plus verte ailleurs